**Modèle de lettre de proposition**

**d’un avenant de modification substantielle**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

… *(Dénomination du service en charge du dossier)*

Dossier suivi par : … *(prénom NOM de l’agent en charge du suivi de ce dossier)* [[1]](#footnote-1)

[Adresse](mailto:laurent.gougeon@cdg45.fr) de messagerie (boîte de messagerie générique du service ou boîte personnelle)

*Nos réf. : Lettre n°20…-… (n° de chrono)*

Lettre recommandée avec accusé de réception (ou remise en main propre contre décharge)

***Monsieur ou Madame*** *… (prénom, NOM de l’agent)*

**…** *(Adresse personnelle complète de l’agent)*

**Objet : Modification d’un élément substantiel**

Madame/Monsieur,

Vous avez été engagé(e) par contrat *(le cas échéant)* renouvelé le …, à compter du …, et pour une durée de ….

Conformément aux dispositions de l’article 39-4 du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, l’autorité territoriale peut proposer au cocontractant la modification d’un élément substantiel du contrat de travail, tel que notamment la quotité de temps de travail de l'agent, un changement de son lieu de travail ou une modification des fonctions de l'agent, sous réserve que celle-ci soit compatible avec la qualification professionnelle de l'agent.

Au regard des possibilités ouvertes par ce texte, je vous informe par le présent courrier, de mon intention de modifier … (*indication de l’objet de la modification)* de votre contrat de travail.

Je porte à votre attention que vous disposez d’un délai d’un mois à compter de la réception de cette lettre pour faire connaître votre acceptation. En l’absence de réponse dans ce délai, vous êtes réputé refuser la modification proposée et vous êtes susceptible de faire l’objet d’une procédure de licenciement pour refus d’une modification substantielle de votre contrat.

Cette décision pourra faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

1. *L’indication du prénom et du nom de l’agent en charge du suivi du dossier est une obligation juridique prévue à l’article L.111-2 du Code des relations entre le public et l’administration.* [↑](#footnote-ref-1)